

CONSULTATION PUBLIQUE DE L'ARCEP SUR LES SERVICES A VALEUR AJOUTEE

CONTRIBUTION DE NEUF CEGETEL

Boulogne Billancourt, le 12 janvier 2007

L'Autorité a mis en consultation publique un projet de dispositif sur les services à valeur ajoutée présenté en annexe I du document, en sollicitant l'avis du secteur par l'intermédiaire d'un questionnaire développé dans le document principal.

neuf cegetel répond dans le document en annexe à l'ensemble des questions posées. Néanmoins, et quelque soit le mécanisme final qui sera retenu à l'issue de cette consultation, des délais seront nécessaires à sa mise en œuvre.

Aussi, il nous apparaît impératif, dans cet intervalle, d'adopter des mesures d'urgence, comme la loi le permet (notamment L.37-3), afin de permettre ENFIN aux opérateurs fixes de pouvoir commercialiser des services à revenus partagés, marché sur lequel ils sont aujourd'hui exclus en fait.

Il est surprenant que ce point n'ait pas été adressé dans le questionnaire puisque le dysfonctionnement de l'offre de gros de France Télécom a toujours été stigmatisé par les différentes autorités qui ont eu à se prononcer sur la question, que ce soit dans l'ancien cadre réglementaire comme dans le nouveau.

Or, le calendrier de mise en œuvre par France Télécom d'une prestation de facturation pour compte de tiers (FCT) comprenant le recouvrement pour janvier 2008 pour les appels émis depuis sa boucle locale, présenté par l'Autorité le 14 décembre dernier aux acteurs lors du comité d'interconnexion, n'est pas compatible avec le fonctionnement normal de ce marché.

Le maintien de cette barrière opérationnelle à l'entrée est d'autant plus inacceptable et illégitime que :

- France Télécom assure déjà et depuis plusieurs années la prestation de recouvrement pour sa ligne de produit de détail (audiotel), et celle de reversement sur le consommé pour les appels vers les numéros à coût partagé. Un opérateur efficace ne peut ainsi prétendre nécessiter plus d'une année qu'il s'agisse d'insérer les blocs attribués aux opérateurs alternatifs dans sa chaîne de facturation de détail existante traitant déjà des numéros du même type, ou, de modifier un digit (A=9) dans la chaîne de reversement. Cette prestation peut en conséquence être mise en œuvre opérationnellement sans délai.
- L'ensemble des autres opérateurs de boucle locale, fixe et mobile, assurent et depuis l'origine cette prestation, pour le compte de tous et notamment de France Télécom ; ce qui prouve qu'il n'existe aucun obstacle technique sérieux pour régir ce type de prestation dans le monde de l'interconnexion.

Une telle situation d'asymétrie, favorable à France Télécom n'est même pas envisageable en cas d'école !!

Enfin et surtout, elle est inacceptable car le Législateur a donné à l'Autorité des moyens d'urgence pour précisément surseoir ce type de situation anticoncurrentielle, et en prévenir toute aggravation.

La mise en œuvre opérationnelle de cette prestation de recouvrement permettrait au surplus de donner un signal positif au secteur, et placerait les discussions à venir, sur le périmètre notamment financier de la prestation, dans un environnement d'apaisement propice à un aboutissement fructueux de l'ensemble du dispositif.

Il nous apparaît ainsi, que cette mesure est un préalable à une concertation efficace et doit, en conséquence, être mise en œuvre sans délai.

Sur le périmètre de l'offre cible, nous détaillons nos remarques dans le questionnaire. Néanmoins, nous souhaitons formuler les observations suivantes :

En premier lieu, il nous semble surprenant qu'une des premières mesures envisagées pour (re)lancer une prestation dont l'objectif est d'ouvrir le marché aux concurrents de France Télécom soit de supprimer l'obligation actuelle de France Télécom d'orientation vers les coûts de sa prestation de FCT. Tant que les opérateurs n'ont pas collectivement pris une part minimale de ce marché, cette obligation doit persister. Aussi, neuf œgetel est totalement défavorable à la proposition de suppression de cette obligation d'orientation sur les coûts.

Au surplus, et d'après les dires de France Télécom, ses taux d'impayés sont significativement plus bas que ceux des opérateurs alternatifs (de l'ordre de 1% contre 7% pour les OBL Tiers). Supprimer cette obligation aurait un effet pervers car France Télécom serait structurellement (son intégration verticale et horizontale permet d'optimiser économiquement l'offre) et conjoncturellement (son antériorité de plusieurs années de la courbe d'apprentissage permet une commercialisation d'offres mieux ciblées) avantagé par rapport à ses concurrents, ce que l'Autorité ne peut encourager.

Ensuite, les obligations envisagées sur la prestation de facturation et de recouvrement de France Télécom, à elles seules, ne permettront pas aux acteurs, de répliquer les services Audiotel dans des conditions concurrentielles équitables. En effet, et en l'absence d'une obligation de séparation comptable et de comptabilisation des coûts, l'ARCEP n'a pas les moyens de contrôler que les conditions économiques des offres de France Télécom sur le marché aval sont compatibles avec l'exercice d'une concurrence loyale qui pourraient être mise à mal, sans même d'intentionnalité d'ailleurs, en raison de l'intégration verticale et horizontale de France Télécom. Quelque soient les moyens réglementaires de la mise en œuvre d'une telle obligation, celle-ci doit être effective au plus tôt.

A cet égard, il ne fait aucun doute que France Télécom occupe une position sur le marché de nature à rendre nécessaire cette obligation, notamment pour les raisons suivantes :

- France Télécom détient une part de marché dominante sur le marché de l'accès résidentiel et non résidentiel,
- Ensuite, France Télécom dispose d'économies d'échelle et de l'effet d'apprentissage à tous les niveaux de la chaîne de valeur, et notamment de volumes plus importants, d'amortissement d'une partie significative de son système d'information et de facturation ou encore d'historiques de facturation favorisant des offres plus ciblées et donc plus compétitives sur les SVA.
- Enfin, les conditions économiques des offres de gros nécessaires pour proposer des offres de détail aux éditeurs de contenus sont aujourd'hui largement insatisfaisantes. Au dysfonctionnement de la prestation de FCT s'ajoutent des surcoûts découlant des majorations pratiquées sur les tarifs d'acheminement, (majorations services spéciaux ou encore surcoûts de portabilité) qui, individuellement, et a fortiori collectivement, rendent fragile l'équilibre tarifaire des offres de détail des concurrents.

Aussi, nous soutenons sans réserve l'objectif poursuivi par l'Autorité d'établir dans les meilleurs délais des conditions de concurrence dynamiques et loyales pour rendre (enfin) effective l'ouverture de ce marché.

Néanmoins, les moyens à mettre en place à cet effet nous paraissent devoir être révisés et comprendre a minima, outre le point préalable de mise œuvre immédiate de la prestation de recouvrement déjà évoqué, les éléments suivants :

sur le marché de détail

- la mise en oeuvre d'un outil prévenant tout effet de ciseau tarifaire pour prévenir une pratique de tarifs d'éviction par France Télécom ;
- la communication à l'Autorité de la description technique, tarifaire et contractuelle des offres Audiotel faites aux prestataires et/ou éditeurs de services, et pour information, 8 jours avant leur mise en œuvre, les évolutions de ces offres ;
- le respect d'une obligation de comptabilisation des coûts des prestations fournies sous la marque Audiotel aux prestataires et/ou éditeurs de services.

sur le marché de gros du départ d'appel :

- la révision des modalités de portabilités et l'annulation de la majoration des numéros spéciaux afin de permettre l'évolution des taux de reversements des opérateurs alternatifs aux fournisseurs de services et éditeurs de contenus de nature à concurrencer les offres audiotel de France Télécom. Ces éléments pourraient notamment intervenir dans le cadre de la mise à jour de l'offre de référence de France Télécom,
- la mise en œuvre immédiate des mêmes conditions de facturation et de recouvrement au bénéfice des opérateurs tiers que celles dont bénéficient les offres Audiotel, et ce à des tarifs orientés vers les coûts suivant un schéma de facturation / recouvrement en mode ducroire.
- la mise en œuvre des mêmes conditions opérationnelles au bénéfice des opérateurs tiers que celles dont bénéficient les offres Audiotel.